



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF ILE DE FRANCE

Route de Bray
77130 Marolles-sur-Seine

Références : E24/1595
Code AIOT : 0006501518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement KNAUF ILE DE FRANCE implanté Route de Bray 77130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 25/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF ILE DE FRANCE
- Route de Bray 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006501518
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis le début des années 1990, la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE est spécialisée dans la fabrication, transformation et stockage de polymère expansé. Le volume maximum autorisé pour la transformation de polymères est de 50 t/j. Les volumes stockés (billes, blocs, produits finis...) sont de 39 400 m³.

Les activités de la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE sont réglementées et/ou autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/069 du 29 juin 2011 autorisant la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE à poursuivre et à étendre les capacités de production et de stockage pour la fabrication et la

transformation de polymère expansé au sein du site existant implanté sur le territoire de la commune de MAROLLES-SUR-SEINE (77 130), Route de Bray ;

- le récépissé de déclaration n° 2012/DRIEE/UT77/105 du 12 juillet 2012 concernant l'exploitation d'une installation de distribution de GPL soumises à déclaration au titre de la rubrique 2714 (D) de la nomenclature des ICPE ;
- le courrier préfectoral de bénéfice des droits acquis du 26 janvier 2015 actant le classement du site au régime d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661-1-b de la nomenclature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a permis de faire un point sur différents sujets, notamment les porters à connaissance en cours.

En ce qui concerne le PAC "changement de combustible", l'exploitant a fourni les analyses de rejets atmosphériques effectués dans le cadre des essais. Ceux-ci sont satisfaisants.

Au regard des constats réalisés par l'inspection, l'inspection propose de prendre acte du porter à connaissance du 21/12/2022 modifiant l'installation de combustion ainsi que du porter à connaissance du 27/03/2023 concernant le remplacement du moule à blocs et du deuxième extenseur ainsi que la mise en place du système de désenfumage.

L'exploitant devra fournir le dossier finalisé pour le PAC "auvent de stockage" déposé le 22/07/2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OÙ PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DAN...	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PORTER À CONNAISSANCE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1.5.1.	Sans objet
2	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.2.	Sans objet
3	MESURE PERIODIQUE DES REJETS EAUX PLUVIALES DE VOIRIES	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.12.	Sans objet
5	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.3	Sans objet
6	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2.	Sans objet
7	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.3.	Sans objet
8	CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.4	Sans objet
9	BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.5.	Sans objet
10	ALARME INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.7.	Sans objet
11	Mesure périodique des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8.2.1.2.	Sans objet
12	Bilan - Plan de gestion	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8.2.1.1.	Sans objet
13	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.1.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté le bon entretien du site.

Il est également à noter la bonne prise en compte par l'exploitant des remarques de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PORTER À CONNAISSANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur Voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le jour de la visite, un point sur les différents porter à connaissance a été fait avec l'exploitant : - PAC du 22 juillet 2021, relatif à un projet d'extension et de modification du site portant sur la réalisation d'un auvent de presque 3 000 m ² en partie nord Est du site, afin de pouvoir stocker des produits semis finis, ainsi que sur la réorganisation d'une partie des stockages. L'inspection est en attente de la version finalisée prenant en compte les prescriptions du SDIS et les modifications demandées. - PAC du 21/12/2022 dans lequel l'exploitant souhaite modifier son installation de combustion en remplaçant le brûleur gaz de la chaudière vapeur par un brûleur mixte gaz/fioul domestique (FOD). Une cuve aérienne de 12 m ³ , double peau équipée d'un détecteur de fuite, est installée en extérieur. Une demande de compléments a été faite par l'inspection en date du 31/12/2022. Dans son courrier du 18/01/2023, l'exploitant apporte les compléments attendus. Un essai de la chaufferie a été effectué le 09/11/2023. Les résultats des rejets atmosphériques sont satisfaisants. L'inspection prend donc acte de la modification apportée à la chaudière. - PAC du 27 mars 2023: concernant le remplacement d'un moule à blocs ainsi que la mise en place d'un système de désenfumage et d'un 2 ^e expanseur, cela n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PLAN DES RÉSEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Le plan des réseaux mis à jour en janvier 2023 a été présenté à l'inspection le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MESURE PERIODIQUE DES REJETS EAUX PLUVIALES DE VOIRIES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures périodiques des rejets
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.11 sera effectuée une fois par an par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement. Les mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit au moins deux prélèvements espacés d'une demi-heure.
Constats : Les analyses des rejets eaux pluviales de voiries, effectuées par BUREAU VERITAS, ont été transmises à l'inspection le jour de la visite. Les résultats sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaires des substances dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail. [...] L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux les contenant doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : Un inventaire des substances dangereux est présent. Les fiches de données de sécurité (FDS) est également disponible. Une cuve de 30 000 L de colle est présente sur le site ainsi que des huiles hydrauliques. L'inventaire des substances ou préparations dangereuses n'est pas accompagné du plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter son inventaire des substances ou préparations dangereuses avec un plan des stockages. Ces zones peuvent également être mises en évidence sur le plan d'intervention en y indiquant les quantités maximales susceptibles d'être présentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables, La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit, Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations.) sont réalisés à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Les installations électriques sont contrôlées annuellement par BUREAU VERITAS. Le dernier contrôle a été effectué en juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens d'intervention sont contrôlés annuellement. Les derniers contrôles ont été effectués : <ul style="list-style-type: none">• les extincteurs ont été contrôlés le 27/04/2024 par la société ARLI ;• les RIA ont été contrôlés le 14/11/2023 par la société ARLI ;• le système de désenfumage a été contrôlé le 01/05/2024 par la société ARLI ;• le système SSI a été contrôlé le 20/06/2024 par la société CHUBB SIKLI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur [...]
Constats : L'établissement dispose de RIA et d'extincteurs répartis sur tous le site. Un poteau incendie est présent à proximité immédiate du site et un second est présent dans l'établissement. Une réserve d'eau de 120m3 est disponible ainsi que 2 cuves de 450m3. Un système d'extinction automatique à eau pour la protection des machines de découpe au fil chaud est également en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : Des consignes écrites sont présentes et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées dans un bassin de confinement d'une capacité de 2 000 m ³ , puis sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures pour traitement avant rejet vers le milieu naturel. Les organes de commande nécessaires à la mise en service éventuel de la rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents. Ils ne peuvent être rejetés au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : Un bassin d'orage d'une capacité de 150m ³ est présent sur le site. Un bassin de rétention d'une capacité de 2000m ³ est également disponible. Des vannes de confinement sont facilement identifiables. Des panneaux sont disposés à proximité de celles-ci et des procédures pour actionner les vannes de confinement sont clairement affichées. Les vannes sont contrôlées tous les 3 mois par le personnel maintenance de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : ALARME INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation de celui-ci. Un système de report d'alarme, dirigé vers une société de télésurveillance qui disposera d'une liste d'appel, sera mis en place avant le 1er juillet 2011.
Constats : Une alarme incendie avec une pré-alarme avec levée de doute est présente sur le site. L'alarme est reliée à une centrale reliée à une société de surveillance qui appelle le personnel en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure périodique des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8.2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et des concentrations visées dans le tableau ci-dessous sera effectuée en 2011 puis tous les trois ans, selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives de l'installation.
Constats : Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été effectué par BUREAU VERITAS en novembre 2023. Les résultats de ces mesures sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bilan - Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion PGS
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un bilan annuel des émissions de Pentane et de Styrène. La teneur en Pentane des matières premières utilisées fera l'objet d'un suivi régulier, tracé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Conformément à l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, l'exploitant est tenu de réaliser un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (pour une consommation comprise entre 1 et 30 tonnes). [...]
Constats : Le Plan de Gestion des Solvants est mis à jour sur la base des consommations annuelles écoulées. cette mise à jour est faite au moment des déclarations GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Consommation en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Réseau public : 20 000 m ³
Constats : L'exploitant a indiqué que la consommation d'eau pour l'année 2023 est de 6 351 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

